

PÔLE DE RESSOURCES  
DÉPARTEMENTAL



Pôle de ressources départemental  
Ville et Développement social

# *Rapport d'activité*

## *Année 2006*

**- Sommaire -**

<b>Introduction</b>	<b>4</b>
<b>Actions de qualification</b>	<b>7</b>
<b>Intégration et lutte contre les discriminations (LCD)</b>	<b>8</b>
- Formation-action : « Discrimination et emploi : de la formation à la mobilisation »	9
- Qualification « La lutte contre les discriminations : se former et sensibiliser »	10
- Projet EQUAL « Le plafond de verre »	11
- Appui à la mise en œuvre d'un plan local de LCD (Garges-lès-Gonesse)	12
- Animation des Etats généraux des Conseils Municipaux de Jeunes (Est Val d'Oise)	13
- Projet « Accès au droit et cohésion sociale » (FSE Objectif 2 / démarrage)	13
- Recherche-action sur les conditions de vie de familles africaines du Val d'Oise (démarrage)	14
- Interventions, participations et animations diverses	15
<b>Éducation et réussite éducative</b>	<b>16</b>
- Groupe d'échanges de pratiques sur la réussite éducative	16
- Petit déjeuner du Pôle « Réussite éducative : nouveau regard, nouveaux modes d'intervention »	17
- Appui groupe inter-partenarial sur la parentalité (Villiers-le Bel)	18
<b>Contrats urbains de cohésion sociale (CUCS)</b>	<b>19</b>
- Réunion d'informations	19
- Atelier méthodologique « Diagnostic appliqué au CUCS »	20
- Cycle de qualification « Mettre en œuvre et animer une démarche d'observation locale »	20
<b>Renouvellement / rénovation urbaine</b>	<b>22</b>
- Atelier « Rôle / place des travailleurs sociaux dans les Opérations de rénovation urbaine »	22
- Atelier « La gestion urbaine de proximité dans les Opérations de rénovation urbaine »	23
- Etude et participations diverses (appui à la mise en oeuvre des clauses d'insertion)	24
<b>Soutien à la vie associative</b>	<b>25</b>
- Etude sur la situation des associations val d'oisiennes impliquées dans la politique de la ville	25
- Renforcement de la fonction ressources en direction des associations	26
- Formations – Méthodologie de projet, mobilisation de moyens et évaluation action (Sarcelles)	27
- Séminaire « de l'utilité des associations dans le développement social territorial » (démarrage)	27
- Interventions et participations diverses	28
<b>Santé</b>	
- Petit déjeuner « L'enjeu de la santé dans la lutte contre l'exclusion sociale »	29
<b>Violences faites aux femmes</b>	<b>31</b>
- Journée « Les violences faites aux femmes – Réalités et perspectives val d'oisiennes »	31
- Rencontre « Prévenir les violences faites aux femmes : des outils de sensibilisation à promouvoir dans le Val d'Oise »	32

<b>Information et documentation</b>	<b>33</b>
Service info doc	34
Site internet	36
Centre de documentation	37
Lettre d'informations « Résonances »	38
<b>Publications</b>	<b>40</b>
« Les violences faites aux femmes – réalités et perspectives val d'oisiennes » <i>Actes Journée</i>	41
« Les opérations de rénovation urbaine » <i>Dossier thématique, issu des ateliers de la rénovation urbaine</i>	41
« Les ruptures scolaires chez les jeunes » <i>Dossier documentaire</i>	41
« Mémoire des villes et des habitants : finalités, usages et conditions des démarches » <i>Actes Soirée du Pôle</i>	41
<b>Des publications en évolution</b>	<b>42</b>
-----	
<b>Annexes</b>	<b>43</b>
- Le Réseau national des Centres de ressources politique de la ville	44
- Fiche d'identité et administration du Pôle de ressources	45
- Analyse statistique de la fréquentation / Actions du Pôle de ressources	46

# **Introduction**

## Les missions du Pôle de ressources

Le Pôle de ressources exerce, sur le département du Val d'Oise, une mission d'information, de qualification, d'appui et de mise en réseau des professionnels de la politique de la ville et du développement social urbain, des associations et des élus.

Ses thématiques de travail relèvent de l'ensemble des problématiques qui concernent la ville et ses habitants : le logement, l'emploi et le développement économique, le renouvellement urbain, la participation des habitants, l'éducation, la santé, l'intégration et la lutte contre les discriminations...

- **L'information** : par sa capacité à recueillir, synthétiser, gérer et diffuser l'information, le Pôle de ressources apporte une réponse aux acteurs qui se heurtent au manque ou à la surabondance d'informations.

outils : lettre mensuelle d'information Résonances, service info doc, centre de documentation, site internet.

- **La qualification** : la politique de la ville et le développement social urbain sous-tendent des problématiques de plus en plus complexes. Le Pôle de ressources propose des espaces et organise des temps de questionnement, de partage d'expériences, d'analyse des pratiques, de capitalisation et d'élaboration collective. Animés par des experts, ils contribuent à la qualification et l'adaptation des interventions.

modes : les rencontres (groupes de travail, ateliers méthodologiques, cycles, journées thématiques, débat entre chercheurs et praticiens...), l'appui aux réseaux locaux, et la réalisation de publications (produites à partir des rencontres, elles ont une fonction de mémoire et de capitalisation).

- **La mise en réseau** : au croisement de la politique de la ville et de l'intervention sociale, des acteurs institutionnels et de terrain, des niveaux local, départemental et national, le Pôle de ressources facilite la mise en réseau pour une meilleure coopération et complémentarité des interventions.

## Les axes de travail 2006

Conformément aux orientations de travail définies en début d'année, le Pôle de ressources a engagé des actions sur les thèmes de l'intégration et la lutte contre les discriminations, l'éducation et la réussite éducative, l'observation des territoires, la rénovation urbaine, et le soutien à la vie associative.

A ces axes prioritaires d'intervention, les thèmes de la santé et des violences faites aux femmes ont également donné lieu, dans le cadre de partenariats engagés en cours d'année, à la mise en oeuvre d'actions spécifiques.

Enfin, l'arrivée d'un nouveau dispositif – le contrat urbain de cohésion sociale (circulaire du 24 mai) – a constitué un nouvel axe d'intervention, pour 2006 et les années à venir.

Au final, l'ensemble des actions portées par le Pôle de ressources ou pour lesquelles il a assuré un soutien majeur a réunit 1 307 personnes (en nombre cumulé de participants)<sup>1</sup>. Le site internet a par ailleurs reçu 39 000 visites.

### **La vie associative du Pôle de ressources en 2006**

Le fait marquant a été le départ de Christine Bulot, directrice du Pôle de ressources depuis sa création en 1998, qui a souhaité s'engager dans une nouvelle expérience professionnelle. Le changement de direction a occasionné une vacance de poste d'environ 2 mois, sans que cela n'affecte considérablement l'administration de l'association et la mise en œuvre de son programme d'actions.

### **Le rapport d'activité 2006**

Le présent document constitue le rapport d'activité du Pôle de ressources pour l'année 2006. Il regroupe les principales actions réalisées.

---

<sup>1</sup> Ces chiffres ne prennent pas en compte les personnes destinataires, par ailleurs, des publications et autres productions du Pôle de ressources.

# **Actions de qualification**

## - Intégration et lutte contre les discriminations -

Les thématiques « Intégration et lutte contre les discriminations » constituent un axe fort d'intervention du Pôle de ressources depuis plusieurs années. En 2006, le travail réalisé se caractérise par :

- des actions de sensibilisation et de qualification centrées sur des publics volontairement très ciblés : agents de services publics, chefs d'entreprises, responsables de structures d'insertion et de l'emploi... ;
- des démarches de formation-action : formation d'agents administratifs référents, accompagnement d'acteurs intermédiaires dans la mobilisation des chefs d'entreprises ;
- une inscription dans le cadre de projets d'ampleur et de longue durée : projets européens EQUAL et Objectif 2 ; engagement d'une recherche-action.

S'agissant de la lutte contre les discriminations, une majorité d'actions a concerné la question de la discrimination à l'emploi.

### **Actions, projets et principales interventions réalisés**

- . Formation-action : « Discrimination et emploi : de la formation à la mobilisation »
- . Qualification « La lutte contre les discriminations : se former et sensibiliser »
- . Projet EQUAL « Le plafond de verre »
- . Appui à la mise en œuvre d'un plan local de lutte contre les discriminations (Garges-lès-Gonesse)
- . Animation des Etats généraux des Conseils Municipaux de Jeunes (Est Val d'Oise)
- . Interventions, participations et animations diverses

### **Actions ou projets retardés**

- . Projet « Accès au droit et cohésion sociale » (FSE Objectif 2)
- . Recherche-action sur les conditions de vie de familles africaines dans le Val d'Oise

**Formation**  
**& sensibilisation**

**Formation-action « Discriminations et emploi :  
de la formation à la mobilisation »**

13-14 novembre, Garges-lès-Gonesse

Public : acteurs de l'insertion et de l'emploi / 15 participants

14 décembre, Villiers-le-Bel

Public : chefs d'entreprises / 4 participants

Intervention : Claude Ruche (AFIC)

Animation : Pôle de ressources

Partenariats : Préfecture de région, IMA<sup>2</sup>

Taux de satisfaction des participants<sup>3</sup> : 85 %

**Présentation**

Cette formation-action visait, non seulement à former des responsables intervenant dans le champ de l'insertion et de l'emploi, mais également à engager avec eux une première action de sensibilisation de leurs partenaires économiques.

Elle a comporté deux étapes :

- 2 journées de formation, à l'attention de responsables des structures intervenant dans le champ de l'insertion et de l'emploi. Contenu : compréhension et appropriation des textes juridiques, mise à plat et analyse de pratiques discriminatoires dans le domaine de l'emploi, construction d'une argumentation et d'une stratégie de mobilisation des entreprises.
- 1 journée de sensibilisation, à l'attention de chefs d'entreprises ou directeurs de ressources humaines mobilisés par les participants aux 2 journées de formation. Contenu : compréhension et appropriation des textes juridiques, mise à plat et analyse de pratiques discriminatoires au sein des entreprises, construction d'outils favorisant l'évolution des pratiques et procédures (recrutement, management).

**Commentaires**

Si l'objectif de qualification des responsables des structures fut atteint, la mobilisation des chefs d'entreprises, puis l'impact final de l'action, ont été insuffisants : 7 chefs d'entreprises ou directions de ressources humaines mobilisés par le groupe, 4 chefs d'entreprises en définitive présents à la journée de sensibilisation.

Cette expérience pilote illustre la difficulté à toucher directement les acteurs économiques, mais aussi peut-être la difficulté, pour les acteurs dits « intermédiaires de l'emploi », à passer de l'acquisition d'une « culture » et de compétences sur le thème des discriminations à une appropriation et application effectives de ces acquis dans leurs missions. En 2007, d'autres démarches de formation-action seront expérimentées.

---

<sup>2</sup> AFIC : Accueil et Formation pour l'Intégration et la Citoyenneté ; IMA : Institut des Métiers de l'Artisanat

<sup>3</sup> Pour la plupart des actions présentées dans le rapport, un taux de satisfaction des participants est mentionné : il résulte, selon les actions, du traitement des questionnaires d'évaluation remis aux participants et / ou « d'enquêtes de satisfaction » réalisées a posteriori.

**Formation****Qualification « Lutte contre les discriminations : se former et sensibiliser »**

12-13 octobre, Cergy-Pontoise

Public : 7 agents de services publics - préfecture, sous-préfectures, administration pénitentiaire, DDASS.

Interventions : Anne Sauvayre (FORS), Pôle de ressources

Animation : Pôle de ressources

Partenariat : COPEC

Taux de satisfaction des participants : 100 %

**Présentation**

La COPEC a souhaité mettre en place un réseau d'agents de l'Etat référents, en capacité d'animer des temps de sensibilisation à la lutte contre les discriminations au sein de leur service ou administration de tutelle.

A cet effet, le Pôle de ressources a construit et mené un temps de qualification d'une journée et demie, afin de doter les agents participants volontaires d'un bagage conceptuel et méthodologique de base sur les discriminations (définitions, manifestations des différentes formes de discrimination, ampleur du phénomène, cadre de la loi, capacité de mobilisation et d'action face à des situations de discrimination...), et de les munir d'une trame d'animation et d'outils pédagogiques nécessaires à leur nouvelle mission.

Dans ce cadre, une première version d'un kit « Aide à l'animation d'une action de sensibilisation à la lutte contre les discriminations » a été élaborée et expérimentée. Remis à chaque participant à l'issue de l'action, il se compose de fiches techniques et de deux supports de sensibilisation : un diaporama et un DVD de témoignages.<sup>4</sup>

Les premières activités de sensibilisation conduites par les agents référents ont été programmées pour 2007. Un accompagnement sera assuré par la COPEC (appui méthodologique).

**Commentaires**

Le nombre relativement faible d'agents participants volontaires (7) interroge sur l'implication et l'intérêt des différents services déconcentrés de l'Etat pour cette thématique. A la demande de la COPEC, une deuxième promotion sera formée en 2007.

Par cette démarche, l'agent référent n'est pas positionné en tant qu'expert, mais en tant qu'acteur en mesure d'apporter, dans son service, des éléments fondamentaux de compréhension du thème et des enjeux que ce dernier recouvre. Au-delà, ce travail interne de sensibilisation vise à enclencher une réflexion collective sur le fonctionnement du service et les pratiques susceptibles, le cas échéant, de produire de la discrimination.

Une fois le kit de sensibilisation finalisé, il sera dupliqué en nombre (500) et proposé aux collectivités territoriales, organismes sociaux et services de l'Etat du Val d'Oise (2007).

---

<sup>4</sup> Support audiovisuel créé dans le cadre du projet EQUAL (voir page 14).

Sensibilisation**Projet EQUAL « Le plafond de verre » (2005-07)**

3 projections-débats

Participation à la réalisation des films en format court

Intervention / animation : Pôle de ressources

Partenariats projet : Bandits production, Profession banlieue, Centre de ressources Politique de la ville de l'Essonne.

Partenariats actions : Villes de Garges-lès-Gonesse et Sarcelles, Fédération départementale des Centres sociaux

**Présentation**

Ce projet européen a pour objet la création de supports audiovisuels et leur expérimentation dans le cadre d'activités de sensibilisation et de formation portant sur le thème des discriminations raciales à l'embauche et dans le monde du travail (supports envisagés : documentaires « Le Plafond de verre », « Les défricheurs », et 30 films en format court).

3 projections-débats

- **Projection-débat « Le Plafond de verre / les défricheurs »**  
8 juin, Garges-lès-Gonesse (cinéma municipal)  
Publics : associations et institutions locales, habitants / 42 participants  
Animation : Pôle de ressources
- **Projection-débat « Le Plafond de verre / les défricheurs »**  
29 juin, Sarcelles (MJC)  
Public : essentiellement habitants / 38 participants  
Animation : Pôle de ressources
- **Projection-débat « Le Plafond de verre / les défricheurs »**  
14 décembre, Pontoise (Centre social Les Louvrais)  
Public : salariés et bénévoles de centres sociaux / 15 participants  
Animation : Pôle de ressources, Fédération départementale des Centres sociaux

Participation à la réalisation des films en format court

Pour contribuer à la réalisation des films en format court, le Pôle de ressources a lancé un appel à scénarii en février et mars 2006, puis un appel à témoignages en septembre et octobre 2006 auprès d'une quarantaine de structures associatives agissant dans le champ de l'insertion professionnelle, afin de constituer une diversité de situations pouvant alimenter les contenus des films en format court. Des réunions ont aussi été organisées spécifiquement sur ce thème (ex : Mission Intercommunale de la jeunesse à Argenteuil).

**Commentaires**

La recherche de situations a été complexe et limitée, au regard de la difficulté à trouver des personnes acceptant de témoigner face à une caméra.

Les documentaires ont été bien reçus par le public. Les points de vue parfois critiques ont porté sur la représentativité des situations filmées et la portée de certains messages véhiculés (ex : perception de la réussite dans « les défricheurs »).

Les projections nécessitent un accompagnement et une mise en débat des réactions des participants pour, en particulier, expliquer le parti pris de l'équipe de réalisation, clarifier les concepts (discrimination, exclusion, racisme...), dépasser les processus de victimisation...

Les projections ont permis d'établir de nouveaux contacts avec des acteurs locaux qui souhaitent travailler sur la problématique des discriminations.

-----

**Sensibilisation**  
**& groupe de travail**

**Appui à la mise en œuvre d'un plan local  
de lutte contre les discriminations**

Partenariat : Ville de Garges-lès-Gonesse

**Présentation**

La nature de cet appui, formalisé dans le cadre d'une convention avec la ville, a porté en 2006 sur les volets suivants :

- Organisation et animation de **2 temps de sensibilisation** « Appropriation du guide de lutte contre les discriminations »<sup>5</sup>  
15 et 18 mai, Garges-lès-Gonesse  
Public : acteurs associatifs et institutionnels / 15 participants
- Elaboration d'un **cahier des charges en vue d'une formation** à la lutte contre les discriminations des agents publics d'accueil de la municipalité.
- **Animation d'un groupe de travail** « LCD et égalité des chances »  
4 séances : 23 juin, 17 octobre, 17 novembre, 12 décembre  
Participants : ville, éducation nationale, CA Val de France, associations  
Travaux : constitution et mise en place d'une Bourse aux stages  
Taux de satisfaction : 90 %

**Commentaires**

La démarche engagée dans le cadre du groupe de travail a donné lieu à plusieurs éléments d'orientation : la mise en œuvre d'un dispositif global d'intervention portant sur l'accès des jeunes aux stages et à l'emploi ; le souhait d'une approche également centrée sur l'égalité des chances (plus large que l'approche « lutte contre les discriminations ») ; une priorité donnée à l'action, la formalisation dans le cadre d'un plan ou d'une charte ne venant in fine que promouvoir et coordonner l'ensemble des initiatives portées (perspectives 2007).

<sup>5</sup> Guide réalisé par le Pôle de ressources et un groupe d'acteurs locaux en 2005 (téléchargeable sur le site).

Animation**Etats généraux des Conseils Municipaux de Jeunes de l'arrondissement de Sarcelles**

17 mai, Sarcelles

Publics : jeunes, professionnels et élus / 70 participants

Organisation : Sous-préfecture de Sarcelles

**Présentation**

Dans le cadre de la semaine de la citoyenneté, la Sous-Préfecture de Sarcelles a souhaité organiser un temps de réflexion et de débat avec les Conseils Municipaux de Jeunes (CMJ) de son arrondissement<sup>6</sup>.

À partir d'un questionnaire adressé aux CMJ, le Pôle de ressources a animé deux heures d'échanges avec les représentants de ces instances et apporté des informations de base sur les discriminations : que signifie le mot « discrimination » ? Quelles sont les personnes les plus touchées ? Comment avancer pour combattre les discriminations.. ?

De l'ensemble des échanges, le Pôle de ressources a produit un compte-rendu, publié par la Sous-préfecture sous la forme d'un « livre blanc ».

Coordination**Projet « Accès au droit et cohésion sociale » (2006-07)**

Principaux partenariats projet : CNIDFF, CIDFF95, Mission régionale Droit et ville

Principaux partenariats actions : 5 Villes de l'Est du Val d'Oise (Arnouville-lès-Gonesse, Garges-lès-Gonesse, Gonesse, Sarcelles et Villiers-le-Bel), CAF, CDAD, Conseil général (circonscriptions), associations Accueil et Culture, Du côté des Femmes, Fusion, Escale Ste Monique et Mission locale Est Val d'Oise.<sup>7</sup>

**Présentation**

Ce projet, initié par la Mission régionale Droit et Ville, est porté par le CNIDFF. Il est mis en œuvre par le CIDFF95 et le Pôle de Ressources. Son objet est de contribuer au renforcement et au développement de la coopération des acteurs de l'Est du Val d'Oise intervenant autour de deux pôles thématiques : droit de la famille et égalité des chances.

Le Pôle de ressources assure la mise en œuvre et la coordination du pôle « égalité des chances ». Les activités menées dans ce cadre traitent principalement des discriminations à l'emploi et des conditions d'accès à l'emploi, à partir de 3 domaines d'intervention : l'information et l'orientation des personnes victimes de discriminations ; la sensibilisation

<sup>6</sup> CMJ de Deuil-la-Barre, Ecoeu, Garges-lès-Gonesse, Groslay, Montmagny, Montmorency, Sarcelles, Soisy-sous-Montmorency

<sup>7</sup> CNIDFF : Centre national d'information sur les droits des femmes et des familles ; CDAD : Conseil départemental d'Accès au droit

et la qualification des acteurs ; la production et la diffusion d'outils de communication et de sensibilisation.

### **Commentaires**

La notification tardive de la subvention FSE (début janvier 2007) n'a pas permis d'engager dès le mois de septembre - date de démarrage du projet -, l'ensemble des activités programmées. Le travail du Pôle de ressources a donc porté principalement en 2006 sur l'information et la mobilisation des acteurs municipaux et associatifs concernés des territoires : réunions individuelles et collectives, participation aux différents comités de suivi et de pilotage.

---

### **Etude**

### **Recherche-action sur les conditions de vie de familles africaines du Val d'Oise**

Partenariats : AFAVO, CSTB<sup>8</sup>

Interventions : AFAVO, CSTB, Pôle de ressources

### **Présentation**

Ce projet vise à la réalisation d'un diagnostic permettant de mieux comprendre les conditions de vie des familles africaines et les ressources qu'elles mobilisent pour faire face aux nombreuses difficultés qu'elles ont à vivre au quotidien : situations de discriminations, difficultés économiques, relations familiales complexes en lien notamment avec des enjeux de décohabitation, d'insertion et d'autonomie des jeunes...

La recherche-action a ainsi pour objectifs de produire une connaissance plus précise et approfondie de leurs conditions de vie ; susciter une valorisation des potentialités d'action qu'elles déploient auprès du système d'acteurs local ; créer une mobilisation permettant de rompre les spirales de l'exclusion et de ré-ouvrir des « espaces de possible » et d'accès au droit ; construire collectivement des propositions visant à produire du changement.

Thèmes d'échanges et de réflexion retenus : situation scolaire et école, logement-habitat, santé-accès aux soins, titre de séjour-nationalité.

### **Commentaires**

Les accords de financement ont été obtenus en novembre. Le projet, d'une durée prévisionnelle d'un an, a démarré au mois de décembre 2006.

---

<sup>8</sup> AFAVO : Association des Femmes Africaines du Val d'Oise ; CSTB : Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (département sociologie urbaine).

### Interventions, participations et animations diverses

#### **. Débat « Diversité et égalité : tous différents, tous égaux »**

23 mars, Villiers-le-Bel

Public : habitants, professionnels, élus / 30 participants

Organisation : CERVO

Ce débat a été organisé par le CERVO (Collectif d'Education contre le Racisme en Val d'Oise) dans le cadre de son programme d'actions « Ensemble contre les discriminations ».

#### **. Table ronde « L'accès au Droit et aux droits, le rôle des centres sociaux »**

25 avril, Paris

Public : dirigeants de centres sociaux / 100 participants

Organisation : Coordination régionale des centres sociaux d'Ile-de-France

Dans le cadre de la journée « Discrimin'actions : la lutte contre les discriminations et l'accès aux droits – les centres sociaux d'Ile-de-France s'engagent... », le Pôle de ressources est intervenu sur le thème de la mobilisation des acteurs locaux et la construction d'outils comme support de travail en réseau.

**. Participations à des groupes de travail** : tout au long de l'année, le Pôle de ressources a participé activement à plusieurs groupes de travail, dont notamment : les démarches de diagnostic commanditées par le FASILD à Cergy-Pontoise et sur l'Est du Val d'Oise ; la préparation de la Semaine de la citoyenneté et de l'égalité des chances (Préfecture – COPEC) ; les travaux de la COPEC (participation commission).

## - Éducation et réussite éducative -

Le Pôle de ressources avait axé son action 2006 autour de deux grands volets : la réussite éducative et la prévention des ruptures ; l'accès au droit des jeunes. Ce deuxième volet qui devait donner lieu à l'organisation d'une journée départementale n'a pu être mené. Il a été reporté en 2007, avec des modes d'intervention qu'il reste à définir.

### Actions réalisées

- . Groupe d'échanges de pratiques sur la réussite éducative
- . Petit déjeuner du Pôle  
« Réussite éducative : nouveau regard, nouveaux modes d'intervention »
- . Appui groupe inter-partenarial sur la parentalité (Villiers-le Bel)

**Action non réalisée** (reportée en 2007 selon format à définir)

- . Journée départementale sur l'accès au droit, la socialisation et l'accompagnement de la citoyenneté des jeunes

### Groupe de travail

### **Groupe d'échanges de pratiques sur la réussite éducative**

4 séances : 24 janvier, 28 février, 25 avril, 20 juin

Public<sup>9</sup> : Coordinateurs PRE / 15 à 20 participants par séance

Interventions : coordinateurs PRE hors département, consultant, Pôle de ressources

Animation : Pôle de ressources

Taux de satisfaction des participants : 90 %

### **Présentation**

Le Pôle de ressources a proposé et animé un groupe de travail réunissant principalement les coordinateurs PRE du département. Deux objectifs étaient poursuivis : confronter les expériences locales et avoir connaissance de pratiques développées sur d'autres territoires ; produire une analyse collective des problématiques existantes et des conditions de mise en œuvre d'un programme de réussite éducative.

---

<sup>9</sup> D'autres acteurs ont participé ponctuellement à certaines séances : CAF, Conseil général, Education nationale.

Les 4 séances ont permis de présenter et analyser plusieurs expériences de PRE – Courcouronnes et Athis-Mons (91), Gennevilliers (92), Eragny-sur-Oise (95), et d'échanger sur les problématiques suivantes :

- le repérage des enfants : difficulté à définir des critères de repérage entre partenaires, risque de stigmatisation des enfants et des familles... ;
- la considération des familles : nature et réalité de leur adhésion au dispositif, capacité des acteurs éducatifs à engager un véritable dialogue... ;
- le partage de l'information et du travail partenarial : secret professionnel, travail en réseau, mise en place de chartes de partenariats... ;
- l'évaluation du dispositif : quels repères méthodologiques et outils d'évaluation ?

### **Commentaires**

Le travail d'échanges et de renforcement des équipes sur ces problématiques doit s'inscrire dans la durée. Il sera poursuivi en 2007. Par ailleurs, le Pôle de ressources organisera des rencontres du groupe avec plusieurs institutions val d'oisiennes impliquées dans la réussite éducative (Conseil général, Education nationale, ACSE, DIV...). L'objectif sera de mieux cerner le positionnement de chaque institution, et d'échanger sur les partenariats à l'œuvre et les éventuels points de difficulté rencontrés localement sur les différents sites.

Plusieurs demandes de comptes rendus ou de participation ont émané de professionnels issus de départements limitrophes (78, 92).

#### **Petit déjeuner du Pôle**

#### **« Réussite éducative : nouveau regard, nouveaux modes d'interventions ? »**

24 octobre, Montmagny

Publics : équipes PRE, intervenants sociaux, enseignants, associations, CAF, Conseil général... / 80 participants

Interventions : Mathias Millet (maître de conférence en sociologie au CNRS - Lyon), Bernard Bier (chargé d'études et de formation à l'INJEP)<sup>10</sup>

Animation : Pôle de ressources

Taux de satisfaction des participants : 90 %

#### **Présentation**

Le Pôle de ressources a invité deux chercheurs à partager leur analyse et travaux universitaires avec les acteurs socio-éducatifs du Val d'Oise.

<sup>10</sup> CNRS : Centre national de la recherche scientifique ; INJEP : Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire.

- Mathias Millet est intervenu sur les effets de la dégradation des conditions d'existence des familles en termes de scolarisation et de socialisation, ainsi que la nature et les conséquences, sur les parcours scolaires, des relations mises en place par les institutions avec ces familles.

Les effets de la dégradation des conditions d'existence sont rarement abordés par les sociologues préférant insister sur les écarts de capital culturel comme facteur déterminant de l'inégalité et de l'échec scolaires. Mathias Millet renverse l'ordre des priorités en posant de façon centrale la question des conditions d'existence et de l'influence de ces dernières sur : le sens de la présence des élèves en classe, les temporalités, les solidarités, les modes d'autorité et de régulation familiales, ainsi que les phénomènes de disqualification.

Sur les relations entre familles et institutions, l'intervenant a notamment insisté sur le risque d'amplification de la vulnérabilité des familles que le travail d'intervention institutionnelle pouvait parfois engendrer : multiplication des prises en charge, stigmatisation induite des comportements...

- Bernard Bier est intervenu sur les raisons de l'émergence de l'approche individualisée au regard de l'évolution sociétale, les écueils possibles du dispositif PRE, et les leviers à activer.

Il a d'abord resitué la réussite éducative dans son cadre historique, comme dernier effet d'une lignée de mutations sociétales qui préparaient l'émergence de cette approche éducative individualisée – placement de l'enfant au centre du système éducatif, consécration des droits de l'enfant, responsabilisation croissante de l'individu, triomphe de l'individualisme comme valeur fondamentale...

Entre autres leviers et pistes pour « réussir la réussite éducative », l'intervenant a centré son propos sur l'analyse des difficultés et la compréhension des blocages (accepter d'intégrer la complexité des situations), l'articulation entre sécurité cognitive et sécurité sociale, le changement du regard des professionnels et des bénévoles de l'éducation sur les jeunes, l'importance à accorder aux valeurs plutôt qu'à la technicité des dispositifs, ou encore le choix à opérer entre individualisation et personnalisation des situations.

## **Commentaires**

À l'occasion de ce Petit déjeuner, le Pôle de ressources a réalisé et diffusé un dossier de synthèse approfondi des recherches existantes sur les ruptures éducatives (2000-05). La publication de ce Petit déjeuner du Pôle sortira en 2007.

---

### **Appui méthodologique**

### **Groupe de travail inter-partenarial sur la parentalité**

12 janvier et 14 février, Villiers-le-Bel

Public : prof. intervention sociale et médiation / 10 participants

### **Présentation**

En 2005, le Pôle de ressources avait répondu à une demande d'appui d'un groupe de travail inter-partenarial à Villiers-le-Bel sur la parentalité, qui éprouvait des difficultés à fonctionner. Deux rencontres en 2006 ont permis d'aider le groupe à préciser ses objectifs, et structurer ses modalités de travail.

## - Contrats urbains de cohésion sociale -

2006 fut une année de transition importante pour les équipes DSU (Développement social urbain) et les acteurs de la politique de la ville, fortement mobilisés et dans des délais resserrés, sur l'élaboration des contrats urbains de cohésion sociale succédant aux contrats de ville. Dans cette perspective, le Pôle de ressources a proposé aux équipes une information et un accompagnement méthodologique pour les outiller et les accompagner dans la mise en œuvre de ce nouveau dispositif.

### Actions réalisées

- . Réunion d'informations
- . Atelier méthodologique « Diagnostic appliqué au CUCS »
- . Cycle de qualification « Mettre en œuvre et animer une démarche d'observation locale »

### Réunion d'informations

### Information sur le contrat urbain de cohésion sociale

14 juin, Gonesse

Public : chefs de projet DSU / 20 participants

Intervention : Pôle de ressources

Taux de satisfaction des participants : 60 %

### Présentation

Ce temps d'information et d'échanges avec les chefs de projet DSU avait pour objet de faire collectivement un point sur les orientations nationales, la géographie et les calendriers de mise en œuvre des CUCS, quelques jours après la sortie de la circulaire du 24 mai 2006 instituant ce nouveau dispositif.

### Commentaires

Cette réunion a permis de mesurer, au-delà de son objectif premier de partage d'informations, les besoins des chefs de projet en matière d'accompagnement et d'appui méthodologique à l'élaboration des CUCS. A partir de l'identification de ces besoins, le Pôle de ressources a pu construire des propositions d'accompagnement en matière de diagnostic et d'observation territoriale (voir pages suivantes).

**Atelier****Atelier méthodologique  
« Diagnostic appliqué au CUCS »**

5 septembre, Taverny / 4 octobre, Goussainville  
13 octobre, Euibonne

Public : chefs de projet DSU / 19 participants

Intervention : Bernoux-consultant

Animation : Pôle de ressources

Taux de satisfaction des participants : 75 %

**Présentation**

Afin d'outiller les équipes DSU qui devaient réaliser, dans des délais courts, un diagnostic dans le cadre de l'élaboration des CUCS, le Pôle de ressources a organisé un atelier en deux temps : un apport d'éléments de cadrage sur l'élaboration d'un diagnostic (1 séance) ; et un mois après, à l'issue d'une première mise en pratique des enseignements, deux temps d'échanges et de recommandations à partir des questionnements portés par les différents sites (1 séance par demi-groupe).

Par l'étude de repères méthodologiques et techniques, puis de la détermination des principales étapes de réalisation d'un diagnostic, l'atelier a veillé à répondre aux principales préoccupations portées par les chefs de projet, à savoir : le choix et la recherche de données ; la réalisation d'un véritable diagnostic partagé au regard du temps imparti ; l'articulation entre le CUCS et les autres dispositifs, entre le niveau communal et intercommunal ; la place des élus dans l'élaboration du nouveau dispositif.

**Cycle  
de qualification****Mettre en œuvre et animer une démarche  
d'observation locale**

25-26 septembre, Cergy-Pontoise

Publics : chefs de projet DSU et agents de développement local / 12 participants

Interventions : JB Chebroux consultant, Florence Bannerman (Conseil général), Fabienne Cossin (Association salle St Bruno / Paris 18<sup>ème</sup>), Emmanuel Dupont (Délégation Interministérielle à la Ville)

Animation : Pôle de ressources

Taux de satisfaction des participants : 75 %

**Présentation**

En vue de répondre aux besoins d'appui méthodologique de plusieurs sites, ce cycle de qualification a porté sur la connaissance du concept d'observation, ses enjeux et l'acquisition des références méthodologiques nécessaires à la construction et l'animation d'un observatoire ou d'une démarche d'observation : identification et recueil des données disponibles, instances de partenariat à créer, processus d'animation, articulation entre dimensions quantitative et qualitative de l'observation, analyse et mise en perspective des observations...

Le cycle a combiné apports théoriques et présentation d'expériences d'observatoire ou de démarches d'observation (Conseil général, quartier de la Goutte d'or à Paris).

### **Commentaires**

Le résultat est apparu en demi-teinte : le cycle a eu le mérite de mettre en évidence la complexité de l'appréhension de cette question et de rendre visibles les ressources disponibles sur le territoire (notamment l'observatoire du Conseil général). Il est cependant resté trop généraliste et n'a pas véritablement abordé les questions pratiques.

Ce cycle, avec l'atelier méthodologique sur le diagnostic appliqué au CUCS, ont constitué les deux premières étapes d'un processus d'accompagnement méthodologique que le Pôle de ressources se propose de conduire dans la durée, sur l'articulation des enjeux de suivi, d'observation et d'évaluation dans le cadre des contrats urbains de cohésion sociale.

## - Renouveaulement / rénovation urbain -

Au fur et à mesure que se mettent en œuvre les opérations de rénovation urbaine dans le Val d'Oise, les professionnels en charge de les animer, et les acteurs qui sont concernés, se trouvent confrontés à de nouvelles interrogations, tant en matière de conduite de projet que d'élaboration de volets spécifiques.

En écho à ces interrogations, le Pôle de ressources avait organisé en 2005 deux ateliers d'échange d'expériences et d'approfondissement de questions méthodologiques sur les thèmes du relogement et de la place des habitants. Ce cycle d'ateliers s'est poursuivi en 2006 avec deux nouvelles rencontres portant sur deux thèmes majeurs : l'implication des travailleurs sociaux et la gestion urbaine de proximité.

### Actions réalisées

- . Atelier « Rôle / place des travailleurs sociaux dans les Opérations de rénovation urbaine »
- . Atelier « La gestion urbaine de proximité dans les Opérations de rénovation urbaine »
- . Appui à la mise en oeuvre des clauses d'insertion

#### Atelier

#### **« Rôle et place des travailleurs sociaux dans les opérations de rénovation urbaine »**

1er février, Villiers-le-Bel

Publics : professionnels du DSU, bailleurs, CAF, Conseil général, associations... / 42 participants

Interventions : Michèle Réty, Maïté Lebrun et Valérie Jourdain (circonscription d'action sociale de Cergy), Lucile Mouquet (circonscription d'action sociale de Garges-lès-Gonesse), Marie-Laure Durante (Unité d'action sociale de Montreuil), Brigitte Guigou (IAURIF)<sup>11</sup>

Animation : Brigitte Guigou (IAURIF), Pôle de ressources  
Taux de satisfaction des participants : 90 %

#### **Présentation**

L'atelier s'est centré sur une approche opérationnelle, à partir de la présentation d'expériences val d'oisiennes et d'un autre département (77), de leur mise en débat et de l'analyse des principaux enseignements utiles pour l'action.

Sollicités pour accompagner la mise en œuvre des relogements, les travailleurs sociaux abordent avec prudence les opérations de rénovation urbaine, pour lesquelles ils craignent

<sup>11</sup> IAURIF : Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Ile-de-France.

parfois d'être instrumentalisés. Au regard des expériences en cours, leur engagement apparaît néanmoins indispensable.

Les échanges ont par conséquent porté sur le partenariat local, l'intérêt des habitants, l'évolution des pratiques... L'atelier a isolé plusieurs conditionnalités nécessaires à l'implication des travailleurs sociaux, dont un meilleur accès en amont aux informations sur le projet, et la mise en place d'outils fixant le cadre d'intervention des différents acteurs. Il a également insisté sur les étapes clefs d'intervention de ces professionnels, en particulier concernant l'accompagnement des ménages les plus fragiles et le suivi après relogement.

---

### Atelier

#### **« La gestion urbaine de proximité dans les opérations de rénovation urbaine »**

31 mars, Deuil-la-Barre

Publics : professionnels du DSU, bailleurs, travailleurs sociaux, associations... / 32 participants

Interventions : Véronique Moly (ville de Champigny-sur-Marne), Patrick Norynberg (ville du Blanc Mesnil), Brigitte Guigou (IAURIF)

Animation : Brigitte Guigou (IAURIF), Pôle de ressources  
Taux de satisfaction des participants : 90 %

### **Présentation**

Comme le précédent, cet atelier s'est centré sur une approche opérationnelle, à partir de la présentation d'expériences d'autres départements (93, 94), de leur mise en débat et de l'analyse des principaux enseignements utiles pour l'action.

La gestion urbaine a été conçue comme une manière d'améliorer à la fois la qualité du projet urbain et la vie quotidienne des habitants au travers d'une coordination des interventions des collectivités locales et des bailleurs sociaux. Dans le contexte actuel de montée en charge des opérations de rénovation urbaine, élus et professionnels s'accordent sur la nécessité d'intégrer les usages et la gestion ultérieure au stade même de la conception des projets. Les participants à l'atelier ont pour autant témoigné du décalage qui existait encore sur le terrain, entre intentions affichées et mise en œuvre.

Les conditions de réussite posées par l'atelier pour espérer une gestion urbaine de proximité intégrée ont regroupé : la capacité de gérer l'attente et de maintenir une qualité de gestion dans la période précédant l'engagement des travaux, la nécessité d'accorder une attention particulière à la phase chantier et à la démolition, ou encore l'importance d'impliquer les habitants et le personnel de proximité dans la phase de conception des projets urbains.

## Commentaires

Les quatre ateliers de la rénovation urbaine (2 en 2005 et 2 en 2006) ont donné lieu à la production d'une nouvelle forme de publication - les dossiers thématiques - qui se veut plus synthétique (entre 20 et 30 pages), plus attrayante, plus directement appropriable et accessible (gratuit dans leur version électronique).<sup>12</sup>

---

### Etude et participations diverses

### **Appui à la mise en oeuvre des clauses d'insertion**

. **Recensement des pratiques existantes** : à l'occasion de la constitution des dossiers de rénovation urbaine, plusieurs chefs de projet ont sollicité le Pôle de ressources sur le volet des clauses d'insertion et leur mise en application. En 2006, un premier travail de recensement a été engagé, et devrait déboucher, courant 2007, sur la mise en place d'un groupe de travail sur les clauses d'insertion, en complémentarité des démarches déjà existantes.

. **Participation à un groupe de travail national** regroupant les centres de ressources politique de la ville, l'ANRU, la CDC et la DIV : dans ce cadre, le Pôle de ressources a participé à un travail de réflexion sur les problématiques liées aux clauses d'insertion et les démarches possibles d'accompagnement et de qualification des acteurs en charge de leur application.

. **Participation à un groupe de travail local**, animé par la Sous-Préfecture de Sarcelles, visant à échanger et mutualiser les démarches des sites en rénovation urbaine de l'arrondissement de Sarcelles (villes de l'Est du Val d'Oise).

---

<sup>12</sup> Voir partie sur les publications (page 45).

## - Soutien à la vie associative -

De nombreuses associations val d'oisiennes participent, en fonction de leurs centres d'intérêt, aux diverses actions de qualification régulièrement proposées à l'ensemble des acteurs ciblés du département (Petits déjeuners du Pôle, journées de sensibilisation...). Au-delà, le Pôle de ressources mène directement, depuis plusieurs années, des actions spécifiques de soutien des acteurs associatifs impliqués dans la politique de la ville et le développement social urbain.

Toutes actions confondues, 27,12 % des acteurs ayant participé aux actions de qualification (cycles, ateliers, groupes de travail, journées...) étaient, en 2006, des professionnels du secteur associatif.

### **Actions réalisées**

- . Etude sur la situation des associations val d'oisiennes impliquées dans la politique de la ville
- . Renforcement de la fonction ressources en direction des associations
- . Formations – Méthodologie de projet, mobilisation de moyens et évaluation de l'action (Sarcelles)
- . Interventions et participations diverses

### **Action retardée**

- . Séminaire « De l'utilité des associations dans le développement social territorial »

### **Etude**

#### **Situation des associations val d'oisiennes impliquées dans la politique de la ville**

Démarche : entretiens individuels et collectifs, envois de questionnaires, lecture de documentations

Publics enquêtés : réseaux associatifs, centres locaux de services aux associations, chefs de projet DSU

### **Présentation**

Cette étude diagnostic a été réalisée à la suite de la demande du Conseil général au Pôle de ressources, de développer une action spécifique en direction des associations du département impliquées dans la politique de la ville. Il a alors été convenu de réaliser un état des lieux des besoins et attentes du secteur, de façon, le cas échéant, à affiner l'intervention du Pôle de ressources au regard des autres interventions portées par les structures traditionnelles d'appui aux associations.

La première partie de l'étude analyse et rassemble plusieurs éléments relatifs à l'évolution et l'état des lieux du secteur associatif, dont notamment :

- la diversification de nature des associations de proximité et le changement des formes d'accompagnement qu'elle induit : association comme support d'une activité économique et de création d'emploi, association comme cadre de création d'événement ponctuel, association comme support de reconnaissance sociale... ;
- la précarisation croissante des associations, et notamment des associations employeurs recevant une délégation de service public : baisse des financements, exigences accrues des partenaires institutionnelles (en termes notamment de mutualisation des moyens et d'évaluation), évolutions des procédures (développement de l'appel à projet au détriment de l'appui au fonctionnement...)...

Ce contexte établi, l'étude pose ensuite quelques pistes en matière d'intervention et de soutien à la vie associative telles que : la création d'outils spécifiques visant à appuyer l'action des centres de services locaux aux associations ; le renforcement du service info doc du Pôle de ressources en faveur des associations et dans le sens d'un appui à la mise en réseau des associations ; des apports en terme d'ingénierie de formation, ou encore l'aide au montage de dispositifs inter-associatifs visant à mutualiser les moyens d'intervention des associations.

### **Commentaires**

Le Pôle de ressources a engagé, à l'issue de cette étude, plusieurs des actions préconisées (voir ci-après – renforcement service info doc, séminaire inter-associatif).

---

#### **Informations** **Service info doc**

#### **Renforcement de la fonction ressources en direction des associations**

#### **Présentation**

Si le Pôle de ressources est bien identifié dans son action et ses services par les associations professionnelles, il l'est moins par les associations de taille plus modeste qui s'investissent également dans le champ de la politique de la ville.

Le Pôle de ressources a donc conçu et diffusé un outil de communication synthétique à leur attention, présentant les formes d'appuis qu'il propose (ressources, orientation, lettre d'information...), en complémentarité de l'intervention des centres de services locaux et départementaux.

Par ailleurs, le secteur associatif produit des actions d'une grande richesse, mais qui sont trop peu mises en lumière, d'où un effort particulier dans la lettre d'information « Résonances » pour valoriser les initiatives associatives : en 2006, plus du tiers des expériences présentées ont fait l'écho d'une initiative associative ou de structures d'appui aux associations intervenant sur le département.

**Commentaires** : ce travail sera poursuivi et étendu en 2007.

**Formations****Méthodologie de projet, mobilisation de moyens et évaluation de l'action**

3 demi-journées (juin) / 3 demi-journées (septembre)

Public : acteurs associatifs de Sarcelles / 26 participants

Intervention : Pôle de ressources

Taux de satisfaction des participants : 90 %

**Présentation**

Le service Vie associative de Sarcelles propose depuis plusieurs années des modules de formation à l'attention des associations locales, afin de les outiller dans leurs fonctions de gestion, d'administration, de montage de projet et de financement.

Pour la deuxième année consécutive, le Pôle de ressources a proposé et animé deux modules, l'un consacré à la méthodologie de projet, l'autre à la mobilisation des moyens et l'évaluation de l'action.

-----

**Groupe de travail****Séminaire : « De l'utilité des associations dans le développement social territorial »**

Interventions : François Hannyoy (ADELS)<sup>13</sup>, Pôle de ressources

**Présentation**

Le groupe de travail inter-associatif, composé d'associations du département, a pour objet de produire, collectivement, une analyse sur des thèmes structurant l'action des associations, tels que le travail social, la démocratie locale et la politique de la ville.

Une rencontre départementale avec l'ensemble des acteurs concernés (élus, institutions...) permettra, à l'issue du processus, de restituer et de mettre en débat les travaux réalisés.

Les objectifs du groupe de travail sont : se saisir des enjeux et questions que se posent les associations, pour les mettre en perspective au regard de l'action déployée et des positionnements adoptés ; les analyser collectivement et en tirer des enseignements pour l'action ; construire un argumentaire d'intérêt sur les apports spécifiques du secteur associatif au développement social du territoire.

Quatre principales entrées seront analysées : l'association en tant qu'organisation ; le développement social et les champs d'intervention des associations ; l'association dans l'espace public ; l'association dans la démocratie participative.

Le groupe de travail est composé d'une douzaine de représentants d'associations (professionnels et/ou bénévoles) œuvrant dans le domaine de la politique de la ville et du développement social urbain.

<sup>13</sup> ADELS : Association pour la Démocratie et l'Education Locale et Sociale

## **Commentaires**

Les accords de financement ont été obtenus en novembre. Le projet, d'une durée prévisionnelle d'un an, a démarré à la fin de l'année 2006 (constitution du groupe).

---

### **Interventions et participations diverses**

. **Participation aux rencontres** organisées par le CRIB 95 (Centre de ressources et d'informations pour les bénévoles) réunissant les centres locaux de service aux associations du département.

. **Intervention et participation à la Table ronde** « La mise en œuvre des projets associations : les conditions du succès », organisée par la Fondation Aéroports de Paris (7 décembre).

## - Santé -

Au moment où les premiers ateliers santé ville se mettent en place dans le Val d'Oise (2 au 31 décembre 2006), le Pôle de ressources qui n'avait plus traité directement les problématiques santé depuis quelques années, a fait le choix de réintroduire, dans son programme d'actions 2006, une réflexion sur le sujet.

### Action réalisée

. Petit déjeuner « L'enjeu de la santé dans la lutte contre l'exclusion sociale »

#### Petit déjeuner du Pôle

#### « L'enjeu de la santé dans la lutte contre l'exclusion sociale »

26 janvier, Sarcelles

Public : Conseil général, CAF, associations, services municipaux / 42 participants

Interventions : Michel Joubert (chercheur au CNRS), Roselyne Masson (Directrice Prévention et santé au Conseil général)

Animation : Pôle de ressources

Partenariats : CODESS 95, Conseil général

#### **Présentation**

Afin de réfléchir collectivement à l'enjeu que représente la santé dans la lutte contre l'exclusion sociale et identifier les principales problématiques à aborder sur le Val d'Oise, le Pôle de ressources a conçu un petit-déjeuner sur ce thème, faisant intervenir :

- Michel Joubert, sur les liens existant entre précarisation, processus d'exclusion sociale et santé.

La force de ces liens touche au rapport que les personnes entretiennent à la santé, c'est-à-dire la manière dont elles se positionnent dans leur protection, dans la gestion de leur énergie et de leurs ressources. Face à des familles qui n'ont plus la capacité de faire valoir et de revendiquer, les réponses des professionnels de santé sont complexes, avec le risque de médicaliser ou de psychiatriser les problèmes sociaux.

L'enjeu, pour une meilleure appréhension de la santé dans l'exclusion sociale, est alors d'essayer de comprendre, non seulement les processus touchant la transformation ou la dégradation du rapport à la santé, mais de les comprendre en lien avec tous les autres facteurs qui participent à faire un système de référence et un système de vie pour les individus. Autrement dit, sortir d'une vision qui consiste à appréhender les situations strictement du point de vue des manques, des difficultés, des problèmes sur le plan social ou sanitaire, pour essayer de percevoir comment les individus se structurent à partir et par l'évolution et la dégradation de leur situation sanitaire.

- Roselyne Masson, sur les principales données thématiques au niveau départemental et des territoires qui le composent, et les enjeux clés à travailler pour les acteurs institutionnels et associatifs.

L'intervenante a dressé un tableau de la situation du département en ce qui concerne les principales problématiques en matière de santé : le Val d'Oise connaît des taux inquiétants s'agissant du cancer des poumons et des conduites à risques et addictions ; il est le plus touché d'Ile-de-France en matière d'infections sexuellement transmissibles, de sida, et de tuberculose. Face à ces problèmes de santé publique, l'offre de soins est insuffisante et les délais d'accès aux soins de plus en plus longs, et plus encore pour les populations les plus fragiles du département (zones rurales, Est du département).

La dernière partie de l'intervention a porté sur des expériences significatives appuyées par le Conseil général en matière d'insertion et de santé, où comment la santé (au sens global du terme) peut être un vrai levier pour mobiliser les personnes précarisées, notamment à travers un travail de revalorisation de l'image du corps.

### **Commentaires**

La publication de ce Petit déjeuner du Pôle sortira en 2007.

## - Violences faites aux femmes -

Le Pôle de ressources a développé plusieurs actions, au cours de ces dernières années, en matière d'accès au(x) droit(s) des femmes (recherche action Droit de cité pour les femmes, soirée du Pôle...). A la faveur d'un partenariat engagé avec la Commission départementale d'action contre les violences faites aux femmes, le Pôle de ressources a pu mener en 2006 des actions spécifiques en la matière.

### **Actions réalisées**

- . Journée « Les violences faites aux femmes – Réalités et perspectives val d'oisiennes »
- . Rencontre « Prévenir les violences faites aux femmes : des outils de sensibilisation à promouvoir dans le Val d'Oise »

### **Sensibilisation**

#### **« Les violences faites aux femmes Réalités et perspectives val d'oisiennes »**

27 avril 2006, Cergy-Pontoise

Publics : en majorité professionnel(les) de l'intervention sociale (Conseil général, associations...), de l'Education nationale et des villes. / 187 participants

Interventions : Christian Leyrit (Préfet), Hélène de Rugy (Du côté des femmes), Céline Haller (substitut du procureur de la République), Christine Jama (Voix de femmes), Isabelle Gillette-Faye (Groupe pour l'abolition des mutilations sexuelles), Françoise Douaire-Marsaudon (anthropologue CNRS), Zahra Mabrouk (Délégué départementale aux droits des femmes et à l'égalité), Philippe Riffaut (Préfet délégué pour l'égalité des chances), Christine Bulot (Pôle de ressources)

Partenariat : Commission départementale d'action contre les violences faites aux femmes

Animation : Pôle de ressources

Taux de satisfaction des participants : 90 %

### **Présentation**

Dans le Val d'Oise, diverses interventions en matière de prévention des violences faites aux femmes sont développées depuis plusieurs années. Afin de les renforcer, les membres de la Commission départementale d'action contre les violences faites aux femmes et le Pôle de ressources ont organisé une journée départementale à l'attention des professionnels des secteurs social et éducatif du Val d'Oise.

Le Pôle de ressources a participé à l'élaboration des contenus, l'organisation logistique et la coordination, la réalisation d'outils documentaires (dossier, bibliographie...). Il a assumé également le portage financier de l'événement, l'animation de la rencontre, puis la réalisation et la diffusion des actes.

Les interventions et débats ont porté sur les violences conjugales et le cadre de la loi (ampleur du phénomène, définition, connaissance des processus de violence à l'œuvre, rôle des intervenants sociaux, sanctions et procédures judiciaires, actions de prévention...), les mariages forcés, les mutilations sexuelles féminines, les violences sexistes entre jeunes.

---

### Sensibilisation

#### **« Prévenir les violences faites aux femmes : des outils de sensibilisation à promouvoir dans le Val d'Oise »**

24 mai, Villiers-le-Bel

Publics : professionnels de l'Education nationale, associations / 22 participants

Interventions et partenariats : Associations Du côté des femmes, Kwaba, Voix de femmes, Délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité

Animation : Pôle de ressources

Taux de satisfaction : 90 %

### **Présentation**

Violences conjugales, mariages forcés, violences sexistes, plusieurs associations val d'oisienne ont réalisé des outils de prévention de qualité sur ce thème, qui peuvent constituer de vrais appuis pour les professionnels en situation d'animer des actions de sensibilisation.

C'est pourquoi, dans le prolongement de la journée départementale d'avril 2006, le Pôle de ressources a organisé avec les associations à l'initiative de ces outils une matinée d'information : projection des supports et explication de leurs pédagogies d'accompagnement.

### **Commentaires**

Cette matinée a répondu à une vraie attente des professionnels qui ont souhaité que cette initiative puisse être renouvelée, voire étendue à d'autres publics de professionnels (CAF, Conseil général...).

# **Information et documentation**

Service Info doc

**171 demandes  
en 2006**

Ce service gratuit a pour objet de répondre à tous les besoins ponctuels d'information qui émanent des professionnels de la politique de la ville et du développement social urbain dans le Val d'Oise.

Les réponses apportées peuvent être très diverses :

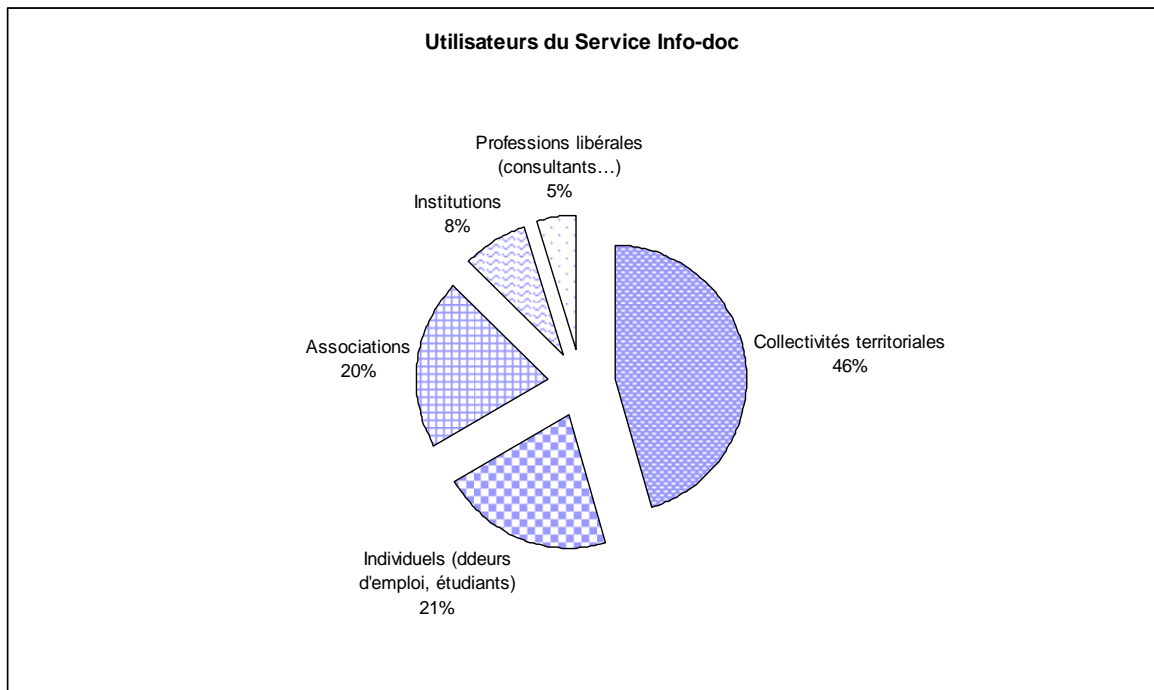
- ⇒ recherche / communication de documents et fiches-expériences ;
- ⇒ élaboration de synthèses, dossiers thématiques et bibliographies ;
- ⇒ orientation vers les services, centres ou personnes ressources pertinents ;
- ⇒ assistance méthodologique pour les recherches, aide à la définition d'un sujet de recherche ou montage de projet ;
- ⇒ offre d'emploi ou aide à la recherche d'emploi.

Le nombre de demandes info doc pour l'année 2006 est stable par rapport à l'année précédente. Le service est bien repéré par les professionnels du DSU et la visibilité accrue que donne le site internet depuis 2006 amène de plus en plus d'utilisateurs extérieurs au territoire du Val d'Oise à recourir à ce service (30% des demandes).

<b>Val d'Oise</b>	<b>70%</b>
dont contrat de ville Cergy Pontoise	31%
dont contrat de ville Est du Val d'Oise	26%
dont hors contrat de ville	20%
dont contrat de ville Argenteuil- Bezons	10%
dont contrat de ville Persan	7%
dont contrat de ville Centre	6%
<b>Hors Val d'Oise</b>	<b>30%</b>

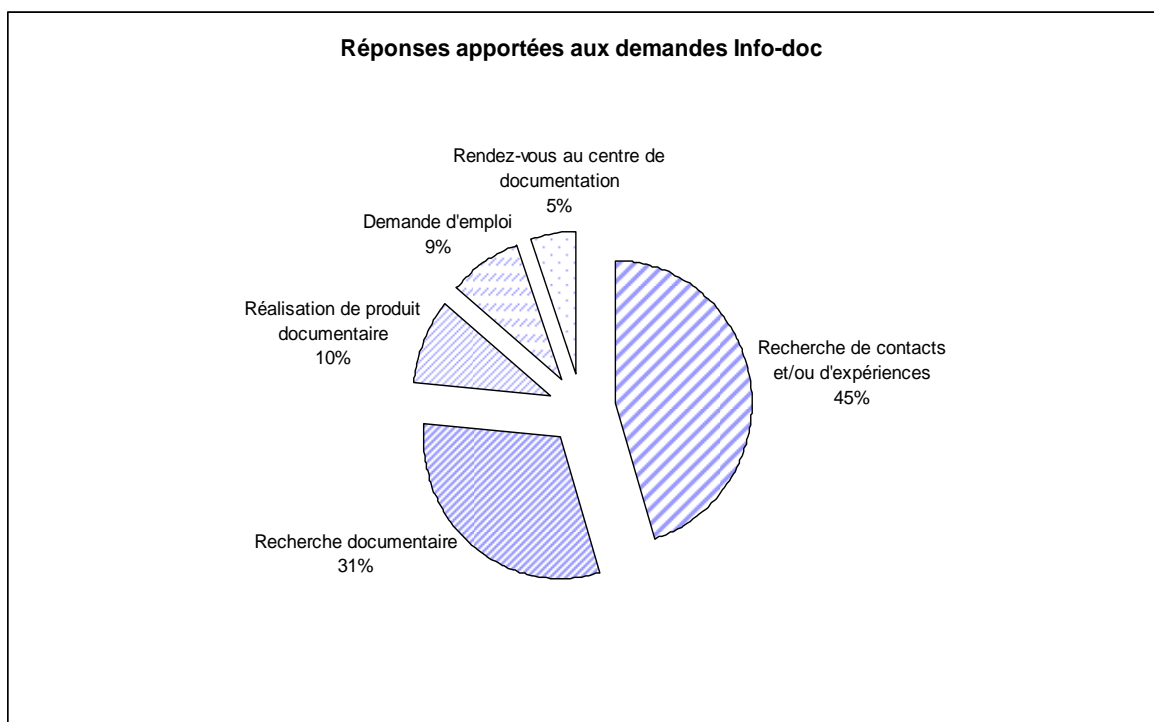
Les utilisateurs du service restent majoritairement les professionnels du DSU des collectivités territoriales : 46% des demandes.

Le renforcement du travail de communication en direction des associations val d'oisiennes engagé en 2006 reste à poursuivre, les actions programmées pour l'année 2007 devraient permettre au Pôle de ressources et à ses services documentaires d'être mieux repérés par ce public.



Les réponses apportées aux demandes info-doc sont majoritairement de la mise en réseau de professionnels et de l'identification de personnes ressources, des fiches-expériences, des documents. Ainsi, près de 300 documents ont été envoyés par mail ou par courrier postal en réponse aux besoins d'information. Les rendez-vous au centre de documentation et les emprunts d'ouvrages demeurent limités.

Un travail de communication auprès des centres de documentation du Val d'Oise et des pôles universitaires du département est programmé pour l'année 2007, afin de mieux faire connaître l'existence du centre de documentation et ses potentialités.



Les thématiques sur lesquelles ont porté les demandes d'information sont sensiblement les mêmes que pour l'année 2005. Par ordre de fréquence :

- éducation, et particulièrement réussite éducative ;
- politique de la ville ;
- logement, et particulièrement rénovation urbaine ;
- caractéristiques des territoires prioritaires dans le Val d'Oise ;
- développement économique ;
- lutte contre les discriminations.

**Site internet**

<http://www.poleressources.95@wanadoo.fr>

**39 000 visites  
de mars à décembre 2006**

Le site internet :

- réunit des éléments d'actualité portant sur les thèmes traités par le Pôle de ressources ;
- informe sur les actions et projets en cours (actions de qualification, groupes de travail...) ;
- apporte des éléments de présentation du Val d'Oise et de ses enjeux ;
- regroupe des fiches d'expériences ;
- propose le téléchargement de certaines publications du Pôle de ressources (actes, lettres d'information, dossiers thématiques...).

La refonte du site, en mars 2006, a permis de mettre en ligne davantage de contenus (caractéristiques de territoires prioritaires du Val d'Oise, actualités de la politique de la ville, offres d'emploi).

Un travail sur le référencement du site dans les moteurs de recherche a également été mené, donnant ainsi une meilleure visibilité du site sur la toile. Le nombre moyen de visites quotidiennes est passé de 50 à 120.

**Répartition des visites par rubrique**

Territoires du Val d'Oise en politique de la ville	39 %
Ressources documentaires	29 %
Publications du Pôle de ressources	25 %
Actions du Pôle de ressources	4 %

La fonction newsletter de la nouvelle interface permet aux internautes de s'abonner et de recevoir Résonances directement par mail. Au-delà des économies de coût d'envoi de la lettre d'information, cette fonctionnalité permet également d'accroître l'audience du site en invitant les internautes à se connecter régulièrement.

Un outil de statistique a été installé sur le site permettant une analyse plus fine des visites : pages visitées, termes de recherches. Cet outil permet ainsi de mieux cibler les intérêts de nos internautes et d'évaluer dans quelle mesure ils trouvent les réponses à leur question.

Après 9 mois de fonctionnement, l'analyse des termes de recherche formulés par les internautes fait apparaître que les pages dédiées aux territoires prioritaires du Val d'Oise sont celles qui sont les plus demandées. Pour répondre aux mieux aux besoins, elles devront être davantage développées. L'importance des connexions sur les pages ressources conforte l'idée qu'il est nécessaire de mettre à disposition des dossiers synthétiques sur des thématiques précises. La mise en ligne des publications du Pôle de ressources dans leur intégralité, courant 2007, devrait constituer une source d'intérêt supplémentaire pour le site.

Enfin, l'importance des visites sur le site du Pôle de ressources, via les signets thématiques, doit engager l'association à développer davantage la mise en place de communautés de sites internet partageant les mêmes centres d'intérêt. Aujourd'hui encore, trop peu de structures signalent l'adresse du Pôle de ressources sur leur site.

### *Centre de documentation / fonds documentaire*

Le centre de documentation apporte une réponse aux demandes documentaires notamment en permettant l'accès à la littérature grise produite dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique de la ville et du développement social urbain : études, rapports, diagnostics, bilans, évaluations, documents contractuels (contrats de ville, conventions d'objectifs, conventions régionales...).

Installé dans les locaux du Pôle de ressources, le centre de documentation est accessible sur rendez-vous du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 (17h00 le vendredi) à tous ceux que les questions urbaines et sociales intéressent.

Le fonds documentaire est constitué de revues (une soixantaine d'abonnements), d'ouvrages, de rapports et de dossiers thématiques qui couvrent les volets de la politique de la ville et du développement social urbain. A savoir :

- aménagement du territoire et urbanisme ;
- citoyenneté et participation des habitants ;
- culture et loisirs ;
- économie et emploi ;
- éducation ;
- Europe ;
- logement ;
- lutte contre les discriminations ;
- intervention sociale ;
- accès au droit et prévention-sécurité ;
- justice - sécurité ;
- santé ;
- services publics ;
- Val d'Oise.

Aujourd'hui, la dématérialisation des sources d'information et l'usage généralisé d'internet amènent naturellement le centre de documentation à davantage développer des activités de veille informative que de compilation de documents. L'intention étant de fournir une information sélectionnée en fonction des besoins des utilisateurs dans un délai réduit, avec l'objectif de gérer la profusion d'information, plutôt que de mettre à disposition un lieu qui rassemblerait une information dense dans une logique d'exhaustivité.

Cette activité de veille permet d'alimenter divers outils d'information :

- Résonances, la lettre d'information ;
- 2 listes de diffusion thématiques pour les chefs de projet DSU et les coordinateurs des programmes de réussite éducative : ces listes permettent dès que des textes réglementaires, des documents, des appels à projets... sortent, d'envoyer un mail d'alerte contenant un résumé de l'information et les liens internet correspondants. 11 alertes ont été envoyées depuis mars 2006 ;
- le site internet du Pôle de ressources et ses publications.

Le fonds documentaire s'est enrichi de 230 documents en 2006. Dans le même temps, le nombre d'abonnements à des newsletters et périodiques (+ archives) a permis d'accroître de manière très importante la quantité d'informations disponibles.

### **Lettre d'information Résonances**

**1 200 envois** (dont 500 par courriel)



Destinataires : professionnels DSU et politique de la ville, services de l'Etat, organismes sociaux, bailleurs, collectivités locales, associations, élus, travailleurs sociaux, personnes individuelles...

Pas de changement majeur en 2006 concernant la lettre d'information Résonances, qui, depuis octobre 2005 se présente sous un format A3 recto verso, laissant ainsi une place importante aux initiatives val d'oisiennes, qu'elles soient institutionnelles ou associatives.

Les thèmes traités en 2006 ont concerné principalement les évolutions de la politique de la ville et la nouvelle contractualisation tant au plan national que départemental, la santé, l'emploi, la rénovation urbaine, la démocratie participative, le développement social et interculturel, les problématiques de genre, de prévention des violences, le soutien au bénévolat associatif, l'appui à la parentalité...

Un effort systématique d'appel à contributions de la part des chefs de projet DSU a été entrepris en fin d'année 2006. Cette démarche a produit quelques fruits, qui restent à concrétiser dans la durée.

Une attention particulière a été apportée à la diversité des thèmes traités, à la nature des porteurs de projets et à la variété des territoires valorisés.

Les fiches expériences réalisées en 2006 et produites dans le cadre de Résonances, ont concerné les projets et structures suivantes :

- « **Préserver la capacité à vivre ensemble** » - Expérience de l'association « Accueil et Culture », créée en même temps que le grand ensemble de Sarcelles.
- « **Analyser les politiques régionales sous le faisceau des problématiques de genre** » - Présentation de la Mission régionale sur les problématiques de genre au Conseil régional d'Ile-de-France et sa traduction en actions.
- « **Bénévolat associatif : Informer, accompagner, simplifier... et anticiper** » Le positionnement du CRIB, en termes d'aide des dirigeants bénévoles associatifs et d'approche de la réalité associative val d'oisienne.
- « **Le réseau national des centres de ressources** » - Présentation du réseau national des centres de ressources politique de la ville et de leur rôle, notamment dans le lien entre local et national.
- « **Un capital confiance à exploiter pour recréer du lien...** » - Démarche de l'espace Vincent Vigneron – centre social - à Taverny et de plusieurs partenaires, en direction des jeunes adultes, à travers une première aide à la construction de leur parcours.
- « **Ressources associatives** » - À l'occasion de l'inauguration du Centre de ressources de la vie associative à Sarcelles, retour sur l'action et les projets du service Vie associative de la Ville depuis 4 ans.
- « **Ville et habitants : pour une co-élaboration de l'action locale et un partage du pouvoir de décision** » - La ville de Bezons développe depuis de nombreuses années une démarche résolument axée sur la démocratie participative. Porteuse d'une ambition de construction partagée du projet local, s'appuyant sur l'expertise des habitants, c'est aussi un fonctionnement municipal qu'elle fait bouger.
- « **Clauses d'insertion et opérations de rénovation urbaine : une réponse avec les groupements d'entreprises** » - La Ville de Gonesse initie une démarche expérimentale afin de soutenir l'insertion professionnelle des habitants résidant en zones urbaines sensibles, dans le cadre d'un projet de rénovation urbaine.

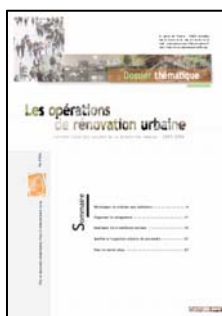
# **Publications**

Quatre publications ont été réalisées et éditées en 2006 :



« **Les violences faites aux femmes – réalités et perspectives val d'oisiennes** » (actes de journée)

Les actes de cette journée abordent la question des violences faites aux femmes à travers différentes entrées : la réalité des violences faites aux femmes en France, les violences conjugales et le cadre légal existant, les mariages forcés, les mutilations sexuelles, les rapports sexistes entre jeunes.



« **Les opérations de rénovation urbaine** » (dossier thématique, issu des ateliers de la rénovation urbaine)

Réalisé à partir de 4 ateliers organisés en 2005-2006, ce dossier reprend les thématiques : relation aux habitants, conduite du relogement, gestion urbaine de proximité, implication des travailleurs sociaux. Pour chacune des thématiques, sont traités : les enjeux, les conditions ou leviers de mise en œuvre, des expériences développées en la matière, les ressources documentaires.



« **Les ruptures scolaires chez les jeunes** » (dossier documentaire édité à l'occasion d'un petit déjeuner du Pôle)

Dans le cadre du « Petit-déjeuner du Pôle » sur la réussite éducative du 24 octobre 2006, le Pôle de ressources a conçu une synthèse des études et recherches réalisées entre 2000 et 2005 sur les ruptures scolaires chez les jeunes. Elle offre ainsi un regard global sur le sujet (définitions, caractéristiques, contexte social et familial, organisation scolaire, approche européenne de la question, dispositifs existants).



« **Mémoire des villes et des habitants : finalités, usages et conditions des démarches** » (actes de soirée du Pôle)

Alors que les démarches de recueil de mémoire (urbaines, de villes, des habitants) se multiplient, il importe de savoir prendre le temps, pour les accompagner utilement, de s'interroger sur les approches à l'œuvre et leurs finalités : de quelle(s) mémoire(s) parle-t-on ? Pourquoi et en quoi un retour sur l'histoire des quartiers et des populations qui y vivent est-il nécessaire aujourd'hui ? Comment passer d'une mémoire individuelle à une mémoire collective ? Comment Mémoire et Histoire s'articulent-elles ? Quels types de démarches développer ? Avec quelles stratégies d'acteurs ?

André Bruston (Président du programme « Cultures villes et dynamiques sociales ») et Léla Bencharif (Chargée de recherche à l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne) ont apporté un éclairage instructif sur ces questions.

À noter également que le guide pratique « lutter contre les discriminations », réalisé en 2005, a fait l'objet en 2006 de nombreux retirages et téléchargements en ligne.

### **Des publications en évolution**

Depuis 8 ans, le Pôle de ressources réalise une publication à l'issue de chacune de ses actions de qualification (Petits déjeuners du Pôle, journée thématique ou cycle de qualification). Ayant une fonction de mémoire et de capitalisation, ce type de production croise propos de chercheurs, d'experts, d'acteurs du département, apports méthodologiques, présentation et analyses d'expériences... Les publications constituent donc une source de connaissance riche et diversifiée, pouvant guider la réflexion et l'action des professionnels val-d'oisien.

Pour autant, deux constats peuvent être établis : vendues (au coût de revient), elles sont peu achetées et donc peu lues (la richesse produite par les acteurs et retranscrite par le Pôle de ressources est insuffisamment utilisée) ; le choix d'une forme d'exhaustivité dans le traitement et la restitution des interventions entraînent un temps de réalisation considérable pour l'équipe du Pôle de ressources.

Ces constats ont incité l'équipe du Pôle de ressources à réfléchir à une nouvelle approche des publications concernant tant les modalités de réalisation que de diffusion.

Globalement, quand les contenus le permettront, une approche plus directement opérationnelle et pragmatique sera privilégiée, sous la forme de dossiers thématiques, plus légers, attrayants, avec un style plus direct et articulés autour de plusieurs entrées : les enjeux, la problématique du thème abordé ; les conditions et leviers pour la mise en action ; la présentation d'expériences et de points d'analyse ; des ressources documentaires (1<sup>ère</sup> publication – Dossier « Les Opérations de la rénovation urbaine »).

En terme de diffusion, dans le souci d'une meilleure accessibilité et visibilité des ressources proposées, une version électronique de ces dossiers sera accessible sur le site internet du Pôle et/ou envoyée gratuitement par mél. Une version papier sera également éditée mais diffusée plus parcimonieusement.

Pour les Petits-déjeuners du Pôle, centrés sur des apports de chercheurs, deux niveaux de restitution sont envisagés : une reprise des apports des chercheurs et des principaux échanges, dans un « cahier » léger, mis en page ; un dossier « pour aller plus loin », accessible sur le site Internet et complétant cette reprise synthétique. Les principes de diffusion seront les mêmes que ceux décrits ci-dessus.

Si l'accès, facilité par la gratuité et la diffusion électronique, aux contenus des publications doit permettre que ces dernières soient plus visibles et surtout plus exploitées, une formule payante sous format papier sera néanmoins proposée, correspondant à une forme d'abonnement aux publications.

# **Annexes**

## **- Annexe 1 – Réseau national des centres de ressources politique de la ville -**

En sus des actions présentées précédemment et menées sur le territoire du Val d'Oise, le Pôle de ressources a poursuivi son engagement au sein du réseau national des centres de ressources pour la politique de la ville.<sup>14</sup>

En 2006, le réseau, réuni à six reprises (séminaires de 2 jours), a traité et échangé sur les sujets suivants : réussite éducative (premiers enseignements tirés des PRE), évolutions de la politique de la ville (création des agences ACSE et ANRU), financements européens, développement économique, observation territoriale...

Le réseau a par ailleurs rencontré collectivement le directeur général de l'ACSE et le nouveau délégué interministériel à la ville, Yves-Laurent Sapoval.

---

<sup>14</sup> Ce réseau regroupe les responsables des 14 centres de ressources actuellement existants. Il a pour objet l'échange de pratiques et le partage d'informations, ainsi que la promotion et la défense du rôle et de la place des centres de ressources dans la politique de la ville.

## - Annexe 2 – Fiche d’identité et administration du Pôle de ressources -

Nom : Pôle de ressources départemental Ville et développement social

Adresse : 8, place de France 95200 Sarcelles

Date de création : 1<sup>er</sup> octobre 1998

Statut juridique : Association loi 1901

N° SIRET : 421 153 099 000 21 / Code APE : 913 E

Objet (article 1 des statuts de l’association) :

- Faciliter la mise en réseau et l’échange entre les différents acteurs du Val d’Oise intervenant dans le champ de la politique de la ville et du développement social.
- Soutenir la qualification professionnelle de ces acteurs, en partenariat avec les centres de ressources existants (centres de documentation et de formation, universités, etc...)
- Capitaliser et diffuser l’information relative à la politique de la ville et au développement social, en direction de tous les acteurs concernés du Val d’Oise.
- Echanger les savoir-faire avec les autres centres de ressources de la Politique de la ville du réseau d’Ile-de-France.

### Equipe permanente

Annie Médjidi, secrétaire assistante

Sandra Joly, documentaliste et chargée de mission pour la gestion du site Internet

Denis Tricoire, chargé d’information et capitalisation

Christine Bulot, directrice (janvier-juin)

Jean-Claude Mas, directeur (septembre-décembre)

### Composition du Conseil d’administration (au 31 décembre 2006)

Prénom	Nom	Fonction	Structure	Bureau Pôle ress
Michelle	Brehier	Conseillère Municipale	Garges-lès-Gonesse	
Marie-Dominique	Maisonnier	Adjointe au Maire	Gonesse	
Krystyna	Famery	Directrice	Association Berges	secrétaire
Pierre	Musset	Directeur	CIDFF95	
Joan-Claire	Mappus		Association Prof. DSU	
Gilles	Jeanmougin	Retraité		trésorier
Michel	Montaldo	Conseiller général	Conseil général	
Marie-Michèle	Pisani	Directrice	Mission locale	Présidente
Nour Eddine	Laouer	Délégué départemental	Féd. des Centres Sociaux	
Jean-Pierre	Prévolet	Responsable	Association CSA-CRIB	
Cécile	Escobar	Directrice	Maison d’Eragny	

**Adhérents** : Villes et communautés d’agglomération, associations, professionnels de la politique de la ville et du développement social urbain, bailleurs...

## Analyse statistique de la fréquentation / Actions du Pôle de ressources - 2006

			Nombre de séances	Nombre de participants différents	Nombre de participants (cumulés)	Professionnels Villes* ou agglomérations	Professionnels Associations	Professionnels Institutions**	Autres***	
Actions de qualification	Cycles de qualification	MO démarche Observation locale	2	12	22	18	2	2		
		<b>Total cycles de qualification</b>	<b>2</b>	<b>12</b>	<b>22</b>	<b>18</b>	<b>2</b>	<b>2</b>		
	Ateliers	Rénovation urbaine	2	52	74	37	8	29		
		Diagnostic appliqué au CUCS	3	19	29	29	0	0		
	<b>Total ateliers</b>	<b>5</b>	<b>71</b>	<b>103</b>	<b>66</b>	<b>8</b>	<b>29</b>			
	Groupes de travail	Groupe réussite éducative	4	35	56	47	4	5		
		<b>Total groupes de travail</b>	<b>4</b>	<b>35</b>	<b>56</b>	<b>47</b>	<b>4</b>	<b>5</b>		
	Journées	Les violences faites aux femmes	1	187	187	13	32	136	6	
		Prévenir les violences faites aux femmes : outils de sensibilisation	1	22	22	0	6	16		
		Projections-débats EQUAL	3	95	95	10	30	5	50	
		Réunion d'informations CUCS	1	20	20	20	0	0		
		<b>Total journées</b>	<b>6</b>	<b>324</b>	<b>324</b>	<b>43</b>	<b>68</b>	<b>157</b>	<b>56</b>	
	Petits déjeuners du Pôle	Santé et lutte contre les exclusions	1	42	42	7	8	27		
		Réussite éducative : nouveau regard...	1	80	80	31	19	30		
		<b>Total petits déjeuners du Pôle</b>	<b>2</b>	<b>122</b>	<b>122</b>	<b>38</b>	<b>27</b>	<b>57</b>		
	Formations	Methodo. projet, mobilisation de moyens, évaluation de l'action (associations)	6	26	66	0	66	0		
		Discriminations et emploi : de la formation à la mobilisation (acteurs ZFU)	3	19	34	4	18	8	4	
		Appropriation du guide de lutte contre les discriminations	2	15	15	3	12			
		La lutte contre les discriminations : se former et sensibiliser	2	7	14	0	0	14		
		<b>Total formations</b>	<b>13</b>	<b>67</b>	<b>129</b>	<b>7</b>	<b>96</b>	<b>22</b>	<b>4</b>	
	<b>TOTAL ACTIONS DE QUALIFICATION</b>			<b>32</b>	<b>631</b>	<b>756</b>	<b>219</b>	<b>205</b>	<b>272</b>	<b>60</b>
	<b>Pourcentage acteurs</b>						<b>28,97</b>	<b>27,12</b>	<b>35,98</b>	<b>7,74</b>

\*Équipes DSU, autres services municipaux, élus  
 \*\*Conseil général, État, CAF, Bailleurs...  
 \*\*\*Étudiants, habitants, entreprises...

Information	Service info doc	171
	Site internet (visites)	39 000

Soutien action locale	Nombre d'actions soutenues	6
	Nombre de participants	380

Soutien action locale : appui technique groupes de travail, préparation et animation de rencontres thématiques...

Nombre cumulé de personnes ayant bénéficié des actions du Pôle en 2006 (hors visites internet)	1 307
--	-------